

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Gabriel BARRAS

Développement et progrès.

Quelques réflexions sur l'Aide au développement (2)

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1990, tome 86, p. 45-58

© Abbaye de Saint-Maurice 2014

Développement et progrès

(Quelques réflexions sur l'Aide au Développement)

2^e partie

Une question s'impose :

4. Quelles sont les causes des mauvaises performances de l'A.P.D. ?

Paradoxalement les défaillances ne relèvent pas de problèmes techniques ou économiques à proprement parler, mais, nous en sommes persuadé, découlent de la conception philosophique même dont s'inspirent les promoteurs de l'A.P.D.

4.1. Croire à l'instar des pays industriels que la **croissance économique et technique** peut et **doit être tenue comme le principal**, voire le seul, **moteur du développement**, nous paraît être la preuve d'un simplisme intellectuel regrettable. *A priori* on en conclut que l'efficacité de l'aide sera d'abord jugée en termes économiques de rentabilité financière ou de placements et d'investissements de même ordre. Que le modèle appliqué soit d'inspiration capitaliste ou socialiste révolutionnaire, tous les efforts doivent tendre vers une croissance économique maximale. Seuls différeront les moyens pour y parvenir, c'est-à-dire marché libre ou marché réglementé par l'Etat.

On doit remarquer qu'on *assiste* de plus en plus fréquemment *dans le tiers monde à une sorte de fusion*, plus instinctive que réfléchie, *des matérialismes capitaliste et marxiste*. Cet amalgame, loin d'additionner les effets des deux modèles paraît même souvent les annihiler. Il est difficile d'en découvrir les causes. Il ne nous semble pas s'agir d'une simple attitude « réactionnaire ». Le fait le plus évident est que *les deux modèles frappent par leur inadaptation à la vie traditionnelle africaine ou sud-américaine* antérieure à l'invasion des forces de modernisation et d'occidentalisation. Nous constatons d'autre part

que ce rejet n'a pas, jusqu'à ce jour, suscité une réflexion sur la *recherche d'une alternative au mythe de la croissance économique en tant que génératrice de progrès*. Tout se passe comme si le but de l'A.P.D. était l'exportation d'un modèle et d'un standard de vie, en tentant une sorte de clonage de l'Amérique ou de tout autre pays industrialisé. Le tiers monde ne risque-t-il pas de devenir un simple imitateur singeant le modèle proposé et de perdre la mémoire de son histoire et de son identité ? *En exportant leur formule de développement*, il est évident que *les pays riches ne contribuent pas à libérer le tiers monde*. Si, grâce à l'A.P.D., les pays pauvres échappent éventuellement au joug de la misère, ils restent cependant liés à leur mangeoire automatisée et dépendants de ceux qui sont censés la remplir.

Les considérations précédentes pourraient laisser croire que tous les promoteurs de l'A.P.D. sont de cyniques exploitateurs ou d'invétérés philistins imperméables à tout problème social et à tout objectif culturel. *Il arrive que les facteurs non strictement économiques ne soient pas ignorés, ils sont cependant le plus souvent perçus comme tout à fait secondaires*. A ce propos, deux attitudes peuvent être observées :

- Il est rare, à notre avis, que les promoteurs de l'A.P.D. se donnent la peine d'apprécier si le processus économique nouveau qu'ils installent dans le pays sous-développé peut avoir une influence sur la culture, les traditions, les croyances religieuses des indigènes.
- A l'inverse, nous avons l'impression qu'ils ne prennent en considération la culture et l'éthique indigènes, que si elles sont censées représenter des conditions favorisant le processus de croissance économique. Les traditions artistiques africaines par exemple sont considérées comme de peu de valeur. En revanche, les prescriptions coraniques sur l'importance de l'épargne, la nécessité de l'effort et la valeur du travail trouvent un accueil favorable. Il arrive également qu'on prête attention aux institutions sociales ou politiques de la région concernée, non parce qu'on s'intéresse à leur sens ou à leur originalité mais en fonction de l'éventuel impact qu'elles pourraient avoir sur la croissance économique.

4.2. La deuxième cause importante des défaillances de l'A.P.D. est une **estimation erronée de la situation des pays sous-développés**. Elle est l'expression, chez les promoteurs de l'A.P.D., d'une disposition d'esprit inadéquate, tenant à la fois du préjugé et de la méconnaissance de la réalité des pays du tiers monde.

Trois attitudes nous ont particulièrement frappé :

- Les sociétés subsahariennes et sud-américaines ne doivent *pas être appréhendées en termes de pathologie*.

Notre regard d'Européen privilégié ne doit pas uniquement se fixer sur la famine, les guerres tribales, la sécheresse, les criquets, le sida, etc. En négligeant les ressorts historiques des sociétés concernées, il risque d'ouvrir la voie au racisme. Il dispense, en outre, par un alibi commode, nombre d'indigènes de prendre leur sort en main : combien de médecins, ingénieurs, professeurs noirs ayant acquis une excellente formation en Europe et aux Etats-Unis utilisent cet argument pour ne pas retourner en Afrique, qui souffre cruellement du manque de cadres qualifiés.

- La relation entre le pays qui offre l'aide et celui qui la reçoit est souvent un *rapport de force*. La différence entre les sociétés nanties et celles du tiers monde ne nous autorise pas à établir une échelle de valeurs, selon lesquelles les premières seraient supérieures aux secondes. L'adéquation, sans nuances, des concepts de développement et de progrès ne nous donne pas le droit de considérer les premiers stades des civilisations comme inférieurs aux stades ultérieurs. Prétendre que les races évoluées sont supérieures aux races dites primitives est tout aussi dénué de justification. Il ne s'agit pas de nier les différences entre les divers groupes humains, mais de préciser que le concept de race ne correspond, dans l'espèce humaine, à aucune réalité biologique objectivement définissable. Les individus en effet diffèrent par leur patrimoine génétique, en raison de la reproduction brassant les gènes parentaux et créant de nouvelles combinaisons, mais on ne peut parler d'infériorité ou de supériorité biologique. *La culture*, par l'apprentissage de la connaissance et des techniques, *ajoute à la nature*. Elle éloigne le fils de l'homme de son statut d'« automate génétique » et en *fait un homme libre*, car son but premier n'est pas de fabriquer des individus efficaces et performants. *Le rôle de celui qui prétend se vouer à une aide au développement est donc de favoriser cet apprentissage à la liberté* et non pas d'imposer son propre mode de voir et de faire. Un changement de disposition mentale est indispensable pour éviter l'arrogance et l'attitude de domination de celui qui sait et qui possède : il favoriserait le respect réciproque ou, du moins, *la tolérance sans laquelle il ne peut y avoir de progrès*.

- Rappeler la nécessité du respect des différences et de l'altérité ne signifie pas qu'on doive oublier l'existence *de certaines valeurs* qui dépassent les cultures particulières et *appartiennent à l'humanité tout entière*. Or le tiers

monde périclité tout autant du mépris des Droits de l'homme que de la misère et de la faim. Mais aussi longtemps que l'A.P.D. n'aura réussi, au mieux, qu'à faire survivre une partie de la population du tiers monde, il nous paraît que vouloir prêcher à ces pays la bonne nouvelle des Droits de l'homme et prétendre les leur faire respecter relève de la plus profonde hypocrisie. De même le zèle de certains missionnaires, plus enclins à comptabiliser les conversions à la manière de trophées et plus occupés à promouvoir l'expansion géographique de la chrétienté qu'à vivre des vraies valeurs du christianisme nous paraît parfaitement indécent. Ce style d'apostolat, cher à Mgr Lefèvre lorsqu'il était archevêque de Dakar, est heureusement périmé; son analyse n'entre pas dans le propos de cet essai.

L'A.P.D., avons-nous constaté, pêche dans son appréciation de la situation des pays du tiers monde.

Un diagnostic correct des réalités de ces régions n'est certes pas facile ; il devrait comporter deux volets :

a) Les promoteurs de l'A.P.D. ne négligent certainement pas *l'étude du milieu physique naturel et géographique* des régions concernées. Cette analyse conditionne directement la réussite économique des projets envisagés ; elle comporte, au point de vue agricole, la connaissance de la structure du sol, des techniques locales de culture, etc., et, au point de vue industriel, l'évaluation des besoins et ressources énergétiques. Dans les deux cas *cet inventaire est sans valeur s'il n'est pas accompagné d'une étude de la gestion et de la distribution de la production.* Or les promoteurs, pourtant férus dans l'appréciation de ces paramètres lorsqu'il s'agit de réalisations faites dans leurs propres pays, commettent parfois des erreurs ou des omissions monumentales, voire caricaturales et grotesques, lorsqu'il s'agit de projets au tiers monde. Deux situations, que j'ai personnellement vérifiées au Nord-Cameroun, sont exemplaires à cet égard. Il s'agit dans le premier cas de la construction par les Etats-Unis d'une gigantesque fabrique de jus de fruits dans une région quasiment désertique, où toute arboriculture est inconcevable sur près de cent kilomètres à la ronde. En second lieu de très grandes rizières ont été installées à grands frais dans le nord-est de la région; depuis plusieurs années le riz récolté est entassé à l'air libre dans d'immenses dépôts et pourrit par milliers de tonnes en raison d'un manque total de réseau de distribution : pendant ce temps le riz consommé dans le pays est acheté en Chine et en Thaïlande. Autre aberration actuellement connue de tous : les déforestations massives d'Amazonie à raison de

centaines d'hectares par jour (si le processus continue au même rythme, la plus grande forêt du monde aura disparu dans trente ans) dans le dessein d'augmenter les surfaces de pâturages. La totale incohérence de cette mesure, aux conséquences écologiques atteignant des dimensions de catastrophe mondiale, frappe n'importe quel observateur objectif, mais semble laisser indifférents les promoteurs de l'A.P.D.

b) *L'appréciation des facteurs proprement humains* est évidemment moins aisée. Prenons le cas des pays musulmans d'Afrique, que j'ai eu l'occasion d'approcher personnellement. Nous avons relevé plus haut que certaines prescriptions coraniques peuvent conditionner favorablement les processus de développement économique. Cependant croire que tout, en conséquence, deviendra facile est faire preuve d'une grande naïveté.

En effet pour le même Coran, toute fructification spontanée du capital véhicule une dangereuse impureté et toute transaction avec intérêt est réprouvée. De plus on ne doit pas oublier qu'en Afrique l'épanouissement social et humain peut être freiné par de nombreux comportements. Citons le régime successoral, le parasitisme familial et social, l'habitude de tout attendre de l'Administration, le fonctionnarisme démesuré des Noirs, la routine, la scolarisation très faible et inadaptée, le manque de cohésion sociale en dehors du cercle de la case, le rôle des tabous religieux, etc. Il ne s'agit pas à proprement parler d'incurie, de paresse ou de force irrationnelle, mais de *l'énorme difficulté de faire passer une population entière de son habitude de travailler trois mois par an (semences et récoltes) à huit ou à neuf mois* et sans que pour autant ses besoins essentiels soient assurés. Les transformations mentales nécessaires à un tel changement ne s'opèrent ni par simple réglementation officielle ni par des campagnes médiatiques de moralisation (dont raffolent les gouvernements locaux). Montesquieu n'avait-il pas affirmé qu'« il ne faut pas faire par les lois ce que l'on ne peut faire par les mœurs » ?

Et puisqu'il est question de mœurs, signalons deux caractéristiques du tiers monde :

- La première découle du fait que le passage d'une économie quasi inexistante à une économie structurée et libérale se traduit par de forts gains de productivité et par un afflux de capitaux. Il en résulte *d'importants déséquilibres* donnant naissance à l'inflation, à *des disparités entre la classe dirigeante et la grande majorité de la population*. La première exploite la situation à son profit et pour asseoir son hégémonie ; la seconde, exclue de

cette économie de survie, n'a souvent d'autre choix que le vol, le marché noir ou la violence. Méconnaître cette réalité c'est s'exposer aux expériences catastrophiques relevées plus haut, qui ne font qu'ajouter à l'état de besoin de la population. En revanche, le promoteur d'A.P.D. qui en est conscient comprendra combien dans ses rapports avec les partenaires locaux, il devra faire montre de rigueur et exiger de la discipline.

- La seconde évidence à tenir constamment en mémoire est que *tout processus de transformation*, pour autant qu'on le veuille profond et durable, *nécessite beaucoup de temps*. Les économistes en effet estiment que la dissémination des biens de consommation dans l'ensemble de la population d'une région donnée doit faire suite à une révolution industrielle. Or celle-ci ne peut intervenir qu'après que des surplus durables de la production alimentaire aient provoqué une élévation du niveau de vie des paysans et un détournement des activités agricoles vers l'industrie. Ces mêmes économistes rappellent que, par exemple, l'industrialisation en France n'a été possible que grâce aux 4000 heures de travail fournies chaque année par les paysans pendant des siècles. Comment ne pas se souvenir enfin que, il y a trente ans seulement, la plupart des pays du tiers monde étaient colonisés et que leur agriculture était soit inexistante, soit dirigée vers une monoculture au service du colonisateur.

Ne rêvons donc pas. Le «développement», à supposer qu'il se réalise un jour, n'est pas pour demain.

5. La preuve est faite que **l'A.P.D. ne satisfait que fort rarement aux critères de progrès**, tels que nous avons tenté de les définir. On peut émettre un doute important quant à la légitimité de son objectif de croissance même en termes purement économiques. Dès lors deux questions surgissent:

5.1. A qui profite en définitive le «développement» ?

Prenons le cas de l'agriculture. L'introduction des monocultures (café, cacao, cannes à sucre, etc.) sur une grande partie des surfaces cultivables a eu, pour conséquence, la réduction massive des terrains autrefois réservés aux cultures vivrières. Une augmentation de la disette s'est ensuivie.

D'autre part *les règles du marché sont totalement faussées, puisque les commanditaires se réservent le monopole de la production. Ils en fixent les prix à leur convenance*. Les termes de l'échange sont donc détériorés et, en

définitive, la plus grande partie des revenus de la vente revient aux ressortissants des pays promoteurs et le reste aux gouvernements des pays du tiers monde. Le bilan de ces échanges se répartit de la façon suivante :

- *Les pays du Sud* font depuis plusieurs années de gros emprunts d'investissement en Europe, en Amérique ou au Japon et en importent des produits industriels finis. Ils *versent au Nord annuellement quelque 25 milliards de dollars de plus qu'ils n'en reçoivent* pour les produits agricoles et miniers exportés. La Suisse, par exemple, a déboursé en 1987, pour l'A.P.D., 759 millions et a encaissé 3,1 milliards de francs. La balance des paiements, nous l'avons vu, est de plus en plus déséquilibrée. De plus la pénétration des capitaux étrangers dans l'économie du tiers monde en provoque la « distorsion », car le marché, les travaux, les échanges ne se développent pas en fonction des besoins ou des forces économiques et sociales internes, mais dans l'intérêt de la métropole étrangère.
- Au sein même des pays du tiers monde, la répartition de ce qui reste du revenu est de plus en plus « polarisée ». *Les classes du bas de l'échelle s'appauvrissent toujours davantage*, alors que les bénéficiaires vont grossir le compte en banque des cadres, des dirigeants et des bureaucrates privilégiés.

5.2. Quel est le «*coût humain*» de ce prétendu «*développement*» ?

La faim et l'état sanitaire de la population sont en tout cas aussi importants qu'il y a quelques décennies. Dans le même cortège des retombées accompagnant l'appauvrissement progressif de la population, on note l'augmentation du sous-emploi et du chômage. Le courant migratoire des paysans sous-occupés — de par la rationalisation des procédés de production agricole — de la campagne vers la ville se renforce et crée un énorme sous-prolétariat de déracinés et de marginaux.

Le *coût socioculturel* est représenté par une *dislocation des structures traditionnelles*. L'homogénéité des communautés de petite dimension, équilibrées, solidaires, a été bousculée. Une crise de «*déculturation*», avec désacralisation des activités collectives de production, aboutit au vide que ne comble pas la «*civilisation moderne*». «*Le tiers monde est peuplé d'hommes à la dérive.*» (Y. Lacoste)

Prenons le cas de l'Afrique. Auparavant il y avait la communication. Les habitants d'un même village s'offraient l'écoute, la curiosité, la compassion. Lorsque quelqu'un proférait des paroles, l'autre était là pour les souligner de

gestes ou de sons approbateurs. Les travaux se faisaient dans le calme et l'harmonie, qui touchaient jusqu'au rapport des hommes avec la nature. Les paysans s'entendaient avec leurs ancêtres, et aussi avec leurs descendants, par les traditions et les rites. Aujourd'hui, plus peut-être que dans la période proprement coloniale, les Noirs assistent au déferlement des promoteurs étrangers, munis d'instruments de mesure, d'outils de construction, de gadgets de tous ordres, de transistors, de T.V., etc. Ils sont confrontés à la multiplicité des langues, des styles de vie et des groupes sociaux. Désorientés, *ils ne savent pas comment gérer toutes ces nouveautés* ; la division commence à régner là où était l'harmonie, l'agitation là où était le calme. Les besoins de chacun augmentent au rythme où toutes ces importations occidentales, soit-disant génératrices de progrès, pénètrent dans le pays.

6. Le problème majeur, en cette fin du XX^e siècle, est que non seulement les moyens et les conditions de développement du Sud font difficulté mais que **les finalités mêmes du développement deviennent problématiques**. La cause de l'A.P.D. est-elle définitivement perdue ? Comment faudra-t-il développer à l'avenir ? Voici quelques éléments de réponse à ces questions :

- Nous avons largement parlé des erreurs commises jusqu'à ce jour par les promoteurs de l'A.P.D. Nous l'avons fait non par complaisance ni avec le sentiment de rancœur qu'éprouve celui qui est profondément déçu par les échecs d'une cause en qui il a fermement cru. En revanche, nous sommes persuadé que les futurs promoteurs de l'A.P.D. pourront tirer une *très salutaire leçon en analysant les erreurs* de leurs prédécesseurs. Un grand pas sera fait alors vers un développement utile.
- Personne ne doit plus admettre la fatalité de la misère ni l'irréversibilité de la division du globe en pays nantis et en régions irrémédiablement sous-développées. Cependant il faut être convaincu que les recettes toutes faites (du style « il n'y a qu'à ») et les moyens infaillibles pour redresser la situation n'existent pas. *Des solutions adaptées à chaque genre de situation doivent être recherchées* ; nous tenterons plus bas de relater quelques expériences concrètes, couronnées de succès.
- *Il est vital que les partenaires impliqués dans l'A.P.D. redéfinissent leur position réciproque*. Jusqu'à ce jour les pays promoteurs décident de tout. Les choix économiques importants sont pris, en fonction surtout de leur propre intérêt, par les gouvernements ou multinationales extérieurs à la

région en voie de développement. Les pays du Nord se posent en dominateurs, ceux du tiers monde se trouvent en état de dépendance. Le temps n'aurait jamais dû être à la confrontation mais à la coopération et la concertation tenant compte d'un rapport d'interdépendance entre partenaires. Tant que le tiers monde ne se sentira pas vraiment concerné, il continuera à attiser la convoitise des affairistes et restera leur « terrain de chasse » le plus giboyeux, il demeurera la zone la plus profitable aux matérialismes capitaliste et marxiste. En bref le « *développement* » continuera à être, en premier lieu, *une recherche de marché*.

Chacun des deux partenaires a donc à se resituer vis-à-vis du problème de l'A.P.D. ou plus précisément à faire une étude critique de sa position à ce sujet. C'est au prix de cet effort-là que, au-delà des difficultés et des désaccords possibles, une voie vers la coopération pourra être définie.

6.1. Les pays du Nord doivent faire le premier pas. Se posant la question du **sens de l'aide** au tiers monde, ils se convaincront que tout « développement » est futile s'il ne sert pas avant tout à affermir les valeurs qui permettent aux hommes de vivre. Certes la faim et la misère sont souvent une menace si poignante que l'action peut, dans certaines situations, primer la réflexion. En effet le devoir préalable et préliminaire de toute aide au développement est d'arracher les pauvres au domaine de la misère ; tel est le rôle d'interventions humanitaires à court ou à moyen terme comme l'aide alimentaire ou certaines campagnes sanitaires, auxquelles sont impliquées également souvent des organismes non gouvernementaux. Mais une fois cette menace passée, le problème du *sens de l'aide* revient au premier plan. Des formules telles que « non pas aider mais former » ou encore « ne pas nourrir le monde mais le transformer » témoignent d'un certain effort de réflexion, mais ne représentent pas, à notre avis, la meilleure orientation à suivre. Il est en effet impératif de ne pas fouler aux pieds les traditions et coutumes indigènes, en voulant transférer au tiers monde des modes de faire occidentaux et en y appliquant à tout prix nos points de vue et nos valeurs.

Il est indispensable que le promoteur de l'aide recherche des solutions nouvelles, autres que purement techniques et économiques ; mais ces solutions ne contribueront à « former » ou à « transformer », dans un sens valable ou souhaitable, que si elles sont adaptées au besoin de la région concernée. C'est dire qu'elles doivent être prises en collaboration avec les répondants locaux du pays concerné.

Les promoteurs seront-ils capables de comprendre que, dans ce contrat, *le rôle des « pauvres » n'est pas nécessairement et simplement de s'ajuster et de s'adapter toujours et sans conditions et que les « riches » ne détiennent pas le privilège de dicter les règles et le rythme du jeu ?* Pourront-ils réaliser que le « développement » ne peut dépendre uniquement de la décision d'experts ? Ceux-ci ne tiennent compte, dans leur évaluation, que de l'opportunité et de la rentabilité du placement de leurs capitaux et non pas des aspirations des populations concernées. L'ampleur de la faillite de l'A.P.D. et la pression de l'opinion publique qui leur est largement défavorable aideront-elles les promoteurs à se convaincre qu'ils doivent absolument *modifier leur vision de l'Homme ?* Pourront-ils concevoir que dans leur relation à autrui, ils ne rencontrent pas l'idée abstraite d'un homme X, mais une personne avec toute sa dignité qui est leur prochain, c'est-à-dire leur plus proche, même s'il est absolument autre et étranger ? Seront-ils conscients du fait que *l'A.P.D.* n'est pas simplement une relation d'affaires ou un privilège mais *constitue un geste rétablissant un dû vis-à-vis d'un partenaire et un devoir de justice ?* Réalisent-ils que, par suite de la mondialisation des problèmes consécutifs au sous-développement, il existe une interdépendance entre tous les pays du globe et que, par conséquent, seule une vraie solidarité permettra de résoudre ces problèmes ?

6.2. La nécessaire remise en question par le tiers monde de son attitude vis-à-vis de l'A.P.D. est également urgente et difficile. Cependant aucun pays ne saurait faire l'économie de cet effort, car toute institution qui se refuse à une pareille évolution se condamne à une révolution autrement plus coûteuse. Voici quelques points sur lesquels l'autocritique devrait s'exercer :

- Parallèlement à l'abandon par le Nord de son esprit de domination, le tiers monde doit se débarrasser de sa *mentalité d'assisté*, à qui tout est dû sans contrepartie, qui s'estime dispensé d'une prise en charge personnelle et se montre *incapable de toute responsabilité* dans la décision et l'exécution de ses projets de vie.
- Les gouvernements, en particulier africains, et leurs administrations doivent comprendre que *leur part dans l'A.P.D. ne peut se résumer à toucher des enveloppes* et que l'argent reçu ne doit pas être utilisé à leur profit personnel ou à toute autre fin étrangère au développement, tels qu'achat d'armes ou dépenses somptuaires.

- *Tout développement efficace suppose une infrastructure préalable à visée économique, industrielle et sanitaire mais également celle qui est nécessaire à la diffusion aussi large que possible de l'instruction, de l'éducation, de l'information du public. A cet égard il faut dénoncer la nullité des campagnes tapageuses de moralisation de la population, entreprises à grands frais par de nombreux gouvernements, alors qu'eux-mêmes et leurs administrations sont notoirement corrompus. Le problème de l'instruction publique — qui est un des seuls héritages positifs avec les soins de santé primaires de la période coloniale — est également fort complexe. D'une part dans le secteur primaire la qualité de l'enseignement se dégrade à une rapidité effarante ; en raison de l'incompétence et de la négligence des administrations et des instituteurs, le taux des enfants correctement scolarisés diminue régulièrement. D'autre part la formation des cadres et d'une certaine élite intellectuelle, loin de profiter à l'essor de la communauté, joue à fin contraire. Pour beaucoup de ces individus instruits, le savoir et les connaissances, au lieu d'augmenter leur disponibilité à l'égard d'autrui, deviennent un instrument de domination et d'exploitation de leurs compatriotes.*

7. Nul ne saurait raisonnablement nier que **le tiers monde a plus que jamais besoin d'aide**. Il est tout aussi évident que *l'A.P.D. ne peut se poursuivre sur le mode actuel*. Ce qui, au début, pouvait être considéré comme une erreur, est devenu avec le temps une faute, dont la facture est malheureusement payée par la victime.

Est-ce à dire que l'A.P.D. n'a plus aucun avenir ? Nous avons pu établir que, pour sortir de l'impasse actuelle, *deux remèdes s'imposent comme des exigences incontournables* : éviter les erreurs et les pièges où les pays du Nord sont tombés, d'une part, et nécessité d'une remise en question par les deux partenaires, d'autre part. Nous tenons cependant à ajouter que s'il n'y a pas de formule magique pour redresser la situation, il serait impardonnable que l'A.P.D. ne s'inspirât point des résultats positifs qu'ont enregistrés, dans ce domaine, certaines organisations non gouvernementales. Ces expériences globalement favorables ne sont pas nombreuses, mais elles existent et nous autorisent à prendre le contre-pied du concert de lamentations. *Il y a donc quand même « quelque chose qui marche » dans le tiers monde.*

Un des exemples les plus significatifs est celui du « Réseau de l'Imam » ou « Multinationale transcendentale ismaélienne ». Malgré son appellation quel-que peu pompeuse, il s'agit bien d'une réalisation très concrète. Pour cet

organisme, *l'aide aux populations du tiers monde est conçue comme un service public, qui se présente non pas sous les auspices de la charité mais des droits de la population.* Les prestations gratuites sont réservées aux besoins fondamentaux en particulier à ceux de la santé primaire, à l'amélioration de l'instruction scolaire et des qualifications professionnelles. Ces mesures sont considérées comme constitutives de l'infrastructure nécessaire à amorcer le développement ; elles contribuent à favoriser l'autonomie et l'esprit d'entreprise de l'individu. Dès que ce coup de pouce initial donné par les devises étrangères (en l'occurrence celles de l'Aga Khan), le « développement » peut démarrer : les régions concernées se dotent d'un réseau, d'un tissu d'entreprises petites ou moyennes aussi denses que possible et capables de s'autogérer et de s'autosoutenir. Les promoteurs et les leaders ou répondants locaux en assurent le contrôle constant, car on ne peut pas toujours se fier à l'Administration ou au gouvernement politique incapables de supervision objective. Ce programme — nous l'avons personnellement vérifié dans une des réalisations pakistanaïses du réseau — joue et porte ses fruits, tant au point de vue économique que sur le plan social.

Un autre exemple intéressant est celui d'un *mouvement d'autogestion agricole* connu sous le nom d'« *Afrique en marche* ». Cette organisation rassemble dans cinq pays du Sud-Sahel, depuis douze ans, des milliers de groupements de paysans réglant eux-mêmes leur vie sociale et productive. Modifiant parfois des traditions séculaires de vie communautaire et d'habitudes alimentaires, ils lancent et gèrent des projets de développement à échelle humaine, c'est-à-dire facilement contrôlables. Ils cherchent de nouveaux débouchés dans leur propre pays. Ils découvrent ainsi la solidarité à l'échelle du village et de la région et non plus seulement dans le cadre de la case. L'entraide collective est devenue le seul moyen de financer les écoles, les dispensaires, les canaux d'irrigation, etc. Certains régimes « forts » tels que le Kenya voient d'un mauvais œil le « contre-pouvoir » de ces organisations paysannes, d'autres comme le Burkina Faso jouent le jeu, estimant que ces groupements déchargent le pouvoir d'un lourd fardeau.

Ces deux organisations, dont l'efficacité se vérifie depuis de nombreuses années dans des régions fort différentes par leur géographie, leurs coutumes et leur culture, ont en commun plusieurs points. Leurs projets sont étudiés, gérés et contrôlés par une équipe de *responsables* composée à la fois d'experts et de financiers étrangers et de répondants locaux. Les projets sont bien « *ciblés* », dans la mesure où ils ont un but précis, qu'ils intéressent une

région dont l'étendue et la relative homogénéité permettent de connaître les particularités du point de vue géographique, technique (main-d'œuvre, infrastructure, etc.) et humain. De plus ces projets *partent de la base* — par un contact permanent entre initiateurs et exécutants dans le terrain — et non du haut, c'est-à-dire à coup d'ukases, d'ordonnances bureaucratiques ou de slogans moralisateurs. Enfin ils déjouent le « piège gouvernemental ». Ils se font « *à petits pas* », laissant « au temps le temps d'agir ».

Est-il chimérique d'imaginer que les pays du Nord, reconnaissant un jour leurs erreurs, se remettent en question et tirent profit des résultats positifs enregistrés par des organisations telles que celles qui viennent d'être citées ? Nous n'osons répondre à leur place et nous userons donc du conditionnel pour formuler les propositions qui, à notre avis, devraient permettre d'améliorer la situation.

Là où leur aide a manifestement échoué, les promoteurs de l'A.P.D. devraient *abandonner peu à peu leurs projets trop ambitieux* parce que trop vastes et irréalistes ; en effet, de nombreux paramètres y sont incontrôlables, dont le moindre n'est pas le manque de fiabilité de beaucoup de gouvernements du tiers monde. La nouvelle politique de l'A.P.D. comporterait les exigences suivantes : *choisir des projets plus limités, mieux étudiés et mieux ciblés*, confier leur mise en exécution et leur contrôle à des *équipes qualifiées et responsables*, composées de ressortissants du pays promoteur et de la région concernée. Le financement pour amorcer le départ du projet et pour les ajustements ultérieurs serait assuré par le pays promoteur sur la base de budgets étudiés de concert avec l'équipe responsable sur le terrain. L'A.P.D. serait *conçue et gérée comme un service public avec les mêmes exigences de rigueur et de discipline*. De la sorte les bailleurs de fonds et les exécutants pourraient si ce n'est maîtriser toujours la situation, du moins la contrôler correctement et corriger le tir au besoin.

Quelles seraient les chances de ce changement de tactique ? Il trouverait probablement un écho favorable auprès d'une grande partie de l'opinion publique internationale. Le monde des affaires en revanche, voyant se tarir la source des juteux bénéfices qu'il retire de ses investissements ou de son commerce à l'étranger, ne manquerait pas d'user de toute son influence pour contrecarrer la nouvelle politique de l'A.P.D. Du côté des gouvernements du tiers monde qui se partagent l'autre part du gâteau à des fins personnelles, les résistances seraient tout aussi fortes.

Cette nouvelle stratégie de l'A.P.D. exigerait des partenaires *clairvoyance, désintéressement* et beaucoup de patience. Elle devrait être introduite progressivement et sans rupture brusque. Avec le temps les pays promoteurs et leur opinion publique pourraient vérifier que leur argent et leurs autres investissements (en temps, études, etc.) profitent réellement à la population des pays qu'ils entendent aider. Ils auraient la satisfaction d'avoir tenté non pas de réaliser des affaires mais de s'être acquittés d'un *devoir de justice*.

Gabriel Barras

Bibliographie

- [1] Claude Lévi-Strauss : « De près et de loin », Ed. Odile Jakob, 1988.
- [2] Peter L. Berger : « La Mystification du Progrès », Ed. P.U.F., 1978.
- [3] W. E. Hocking : « The Spirit of Word Politics », **New York, 1932.**
- [4] Y. Lacoste : « Géographie du Sous-développement », Ed. P.U.F., 1981 ainsi que les livres de Susan George et de René Dumont cités dans le texte.